

EUROPEAN PARLIAMENT

1999



2004

Session document

19 April 2004

B5-0209/2004

MOTION FOR A RESOLUTION

pursuant to Rule 50 of the Rules of Procedure

by Max Van den Berg

on behalf of the PSE Group

on Nigeria

sur les affrontements entre communautés au Nigeria

B5-0209/2004

résolution du Parlement européen sur Nigeria

Le parlement européen,

vu ses précédentes résolutions sur la situation au Nigeria ;
vu les conventions internationales sur les droits humains ratifiées par le Nigeria ;

A. Considérant les trop nombreux affrontements entre communautés au Nigeria, ayant entraîné ces dernières années des milliers de morts ;

B. Considérant que ces affrontements prennent parfois un caractère religieux ;

C. Considérant que, depuis 1999, 12 Etats nigériens ont instauré la sharia ;

D. Considérant les actions violentes de militants islamiques intégristes, en particulier dans ces Etats du Nord, et qu'un bataillon de cinq cents soldats, appuyé par des chars, a été nécessaire pour mater le soulèvement de la secte musulmane "les suiveurs du prophète" qui s'était emparée de commissariats de police et d'écoles dans l'Etat de Kano ;

E. Considérant que la Constitution nigérienne garantit la liberté de croyance religieuse ;

F. Considérant qu'une loi religieuse ne saurait s'appliquer qu'à ceux qui l'acceptent ;

1. Condamne toutes les attaques et violences, que leurs raisons soient ethniques ou religieuses, et condamne la destruction d'édifices religieux ;

2. Demande au gouvernement fédéral de prendre toutes les mesures possibles pour éviter ces violences et pour garantir à tous les citoyens leur liberté de croyance ;

3. Demande à la Commission européenne d'étudier avec le gouvernement fédéral quelle assistance l'Union européenne pourrait apporter pour favoriser la sécurité intérieure dans le respect des droits humains, y compris le respect des croyances religieuses ;

4. Demande à son Président de transmettre la présente résolution à la Commission, au Conseil, aux co-présidents de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP/UE, ainsi qu'au gouvernement nigérien.